

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MB LOG Sas

Parc d'Activités Cahors Sud
Le Truc de la Crabe
46170 Lhospitalet

Références : SR/S 2025-0218
Code AIOT : 0006808309

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement MB LOG Sas implanté Parc d'Activités Cahors Sud Le Truc de la Crabe 46170 Lhospitalet. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure du 26 septembre 2024 concernant les moyens disponibles en eau d'extinction incendie sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MB LOG Sas
- Parc d'Activités Cahors Sud Le Truc de la Crabe 46170 Lhospitalet
- Code AIOT : 0006808309

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise MBLOG, située à Lhospitalet dans le Lot, a construit en 2012 et exploite depuis le 23 janvier 2013 un entrepôt de stockage et une plate-forme logistique comportant 3 cellules de 6000 m² et une zone de stockage extérieure pour le groupe Mr Bricolage sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation numéro E-2011-452 en date du 26 octobre 2011 modifié les 05 mars 2012 (changement de dénomination de la société) et 28 juillet 2016 (mise à jour des prescriptions).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 26/09/2024, article 1	Sans objet
2	CHANGEMENT EXPLOITANT	Code de l'environnement du 27/05/2025, article R181-47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le site est globalement correctement exploité. Un projet de changement d'exploitant est en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/09/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention eau
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de : respecter l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2016, sous 4 mois, en justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de garantir en tout temps la disponibilité d'une réserve d'eau de 540 m ³ sur site.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant a réparé la fuite qui se trouvait dans le bassin de réserve des eaux incendie. La réparation a été effectuée le 30 novembre 2024 par la société EUROVIA. Ce bassin, étanche, a une capacité de 543 m ³ . En plus de ce bassin, est disponible sur le site une bâche souple d'eau d'un volume de 120 m ³ ainsi qu'un poteau incendie d'un débit mesuré égal à 52 m ³ /h (mesure effectuée le 04/12/24 par la société LSI). Dans ces conditions, l'inspection considère que l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2016, qui prescrit une réserve d'eau d'une capacité minimale de 540 m ³ , est respecté.

De ce fait, l'exploitant répond favorablement à l'arrêté de mise en demeure du 26 septembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : CHANGEMENT EXPLOITANT

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/05/2025, article R181-47

Thème(s) : Situation administrative, CHANGEMENT EXPLOITANT

Prescription contrôlée :

I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

Constats :

L'exploitant est locataire de l'entrepôt sis sur la commune de l'Hospitalet. Le propriétaire du site est la société DWS. Pour des raisons économiques et financières, l'exploitant a prévu d'arrêter ses activités sur son site de l'Hospitalet le 17 juillet 2025. A partir de cette date, l'entrepôt sera vide, l'ensemble des produits aura été évacué vers les autres sites du groupe. Il n'y aura plus de salariés sur le site, à part le directeur qui assurera une présence ponctuelle jusqu'à la fin du bail prévue fin septembre 2025.

L'exploitant indique que la société RURAL MASTER s'est portée acquéreur du site et souhaite reprendre l'ensemble des activités ICPE du site.

L'inspection indique à l'exploitant que la réglementation ICPE permet la reprise d'une activité via la procédure de changement d'exploitant. Il faut alors que le nouvel exploitant déclare le changement d'exploitant dans les 3 mois qui suivent ce transfert d'autorisation environnementale.

L'inspection précise à l'exploitant que s'il décide de notifier au préfet une cessation de ses activités, alors le nouvel exploitant ne pourra pas bénéficier du transfert de l'autorisation environnementale. En effet, une fois la cessation d'activité notifiée au préfet et la date d'arrêt définitif des activités dépassée, il est considéré que l'exploitant n'exerce plus les activités justifiant d'un classement de ses installations au titre des ICPE. Le nouvel exploitant serait alors contraint de déposer une nouvelle demande d'autorisation environnementale.

L'exploitant a bien pris en compte ses informations et il tiendra l'inspection informé sur le changement d'exploitant en cours de finalisation.

Type de suites proposées : Sans suite